

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21980 - 81ÈME ANNÉE

La forte croissance démographique de nos voisins ouvre des perspectives pour lutter contre la pénurie d'emplois dans notre pays

Madagascar : une chance pour sortir des jeunes Réunionnais de la dépendance



Pendant que le chômage enferme les jeunes Réunionnais dans l'assistance, Madagascar connaît une croissance démographique qui peut devenir une chance. Coopération agricole, éducative et mobilité régionale offrent une alternative concrète au chômage à La Réunion, à la précarité et à la stigmatisation en France.

structurel, et trop souvent traité par l'assistance plutôt que par l'émancipation. RSA, petits boulots informels, survie au jour le jour : pour des milliers de jeunes, l'horizon se limite à la dépendance, faute de perspectives réelles. Pourtant, à quelques centaines de kilomètres, Madagascar connaît une croissance démographique fulgurante qui pourrait devenir une opportunité historique de co-développement.

À La Réunion, le chômage des jeunes reste massif,

La Réunion regorge de compétences sous-utilisées

Chaque année, des centaines de milliers de jeunes Malgaches arrivent à l'âge de travailler, d'apprendre, de produire. Madagascar a besoin de compétences, de formateurs, de techniciens, d'agronomes, d'éducateurs, d'ingénieurs de terrain. Or, La Réunion regorge de jeunes diplômés, de savoir-faire, de compétences sous-utilisées, maintenues à l'écart du monde du travail par un système qui préfère gérer la pauvreté plutôt que la combattre.

Mettre ces compétences au service du co-développement régional, c'est offrir aux jeunes Réunionnais une sortie concrète de l'assistance. En agriculture, en formation professionnelle, en éducation, en accompagnement de projets locaux, ils peuvent travailler, transmettre, apprendre et gagner leur vie. Non pas dans une logique de charité, mais de coopération entre peuples voisins.

La société malgache ne repose pas sur l'assistanat

Travailler avec Madagascar, c'est aussi se confronter à une autre réalité sociale. Malgré une pauvreté profonde, la société malgache ne repose pas sur l'assistanat. Le travail, l'initiative, la débrouille et la solidarité sont au cœur de la survie quotidienne. Ce rapport au travail, parfois oublié à La Réunion faute de perspectives, peut redevenir un moteur d'émancipation.

Cette voie régionale est d'autant plus nécessaire que l'émigration vers la France devient de plus en plus incertaine. Dans un contexte de crise politique majeure, marqué par la montée d'un parti raciste aux portes du pouvoir, les immigrés — y compris les Réunionnais — sont déjà désignés comme boucs émissaires. Logement, emploi, aides sociales : tout

devient prétexte à la stigmatisation.

Rompre avec une logique coloniale d'assistance et de dépendance

Madagascar, comme La Réunion, est une société ouverte, métissée, solidaire. Y travailler, y coopérer, y circuler est souvent plus simple, plus humain et plus digne que de subir le rejet et la précarité dans une France qui se replie sur elle-même.

Faire le choix du co-développement régional, c'est rompre avec une logique coloniale d'assistance et de dépendance. C'est redonner aux jeunes Réunionnais une place active, utile, reconnue. C'est construire une réponse politique au chômage, fondée sur le travail, la coopération et la dignité, plutôt que sur la survie et l'exclusion.

M.M.



Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Tribune de la CGPER à la veille de la manifestation organisée par le syndicat au pouvoir à la Chambre d'Agriculture

CGPER : « Agriculture à La Réunion : la FDSEA face à ses responsabilités »

Les déclarations du secrétaire de la FDSEA, relayées dans la presse traduisent une méconnaissance grave et préoccupante des réalités agricoles de La Réunion. Elles révèlent surtout un décalage profond entre la parole portée par cette organisation et la situation concrète vécue par les agriculteurs réunionnais.

Affirmer ou laisser entendre que la banane serait importée à La Réunion est factuellement faux. La banane est un produit strictement protégé (arrêté préfectoral N°797 du 24 avril 2017), exclusivement issu de la production locale, et n'entre pas sur le territoire. De telles affirmations constituent une contre-vérité manifeste, qui fragilise le débat public et détourne l'attention des véritables responsabilités. L'appel à la mobilisation devant la préfecture, lancé par la FDSEA dans un cadre calqué sur des revendications hexagonales, apparaît totalement inadapté au contexte ultramarin. Cette transposition mécanique de mots d'ordre nationaux nie les spécificités réunionnaises et relève davantage de l'affichage que d'une réponse efficace aux difficultés des exploitations locales.

La réalité est pourtant connue et documentée. L'agriculture réunionnaise est confrontée à des contraintes structurelles majeures : insularité, surcoûts de production, aléas climatiques répétés, pression foncière, exigences sanitaires spécifiques et dépendance vitale aux aides publiques. Ces contraintes exigent des politiques agricoles différenciées, conçues spécifiquement pour les conditions locales.

Tant que les agriculteurs réunionnais ne disposeront pas des moyens nécessaires pour produire dans des conditions économiquement viables par des aides adaptées, des dispositifs de soutien ciblés et une véritable reconnaissance des surcoûts ultramarins, les importations de productions agricoles continueront. Les importations ne sont pas une dérive incontrôlée : elles sont la conséquence directe de choix politiques insuffisants ou inadaptés, qui empêchent la production locale de répondre aux besoins du territoire.

Les agriculteurs réunionnais n'ont pas besoin de mobilisations symboliques ni de discours approximatifs. Ils ont besoin de mesures spécifiques,

immédiatement applicables et financées, leur permettant de produire localement, de vivre dignement de leur travail et de garantir la souveraineté alimentaire de La Réunion.

A force de discours hors-sol et d'actions d'affichage, la Chambre d'agriculture et la FDSEA prennent le risque de se couper durablement du monde agricole qu'elles prétendent représenter. On ne combat pas les importations par des slogans, mais par des politiques publiques adaptées et des choix courageux.

L'agriculture réunionnaise a besoin d'un changement profond de méthode et de vision, fondé sur la lucidité et la responsabilité. Tant que les moyens ne seront pas donnés aux agriculteurs réunionnais, les importations continueront de s'imposer. Cette réalité engage pleinement la responsabilité des instances agricoles et de l'Etat.

Les agriculteurs réunionnais attendent des actes, pas des postures. À défaut, la défiance continuera de s'installer et la parole institutionnelle perdra toute crédibilité.

MOUTAMA Jean Michel
Président de la CGPER

Oté

« Lo van la rafal vèrtésèk » : In kozman pou la rout

Mézami, zot i koné bien néna o mwins dè sèzon dé frui issi dann nout péi : in gran sèzon épi in pti sèzon. Lé vré dan noute péi néna frui toute l'ané, mé san mantir lo gran sèzon sé sète i komanss moi d'novanm par-la é ni pouss ziska moi d'févriyé.

Frui La Rényon néna an rafal é néna pou kontante anou sof ké koméla lo frui i gate, la maladi i monte déssu, é siklone i ménaz pa li kan l'èr l'arivé pou li passé. Domaz siklone i shoizi souvan dé foi nout gran sèzon dé frui pou li agrès nout prodikssion fruityèr.

Zot i koné in siklone kan sa i ariv dsi nou kissoi moi d'zanvyé, moi d'févriyé, défoi mèm moi d'mars ébin pou détrui li détrui é konm lo kozman zordi : lo van la rafal vèrtésèk. Sa i vé dir li shoizi pa, toute li bate a tèr.

Inn fète pou nou dann tan nou lété marmaye kan ni sava sou pyé d'frui é ni trouv in prodikssion mirakilèz a-tèr. Salté d'siklone-la sa i shoizi pa sa.. Toute li bate a-tèr « vèrtésèk »konm nou la di.

Alé ! Mi éstope tèr-la é i invite azot shèrch dann zot mémoir lo sou nir la prodikssion mirakilèz é ni retrouv pli dvan, sipétadyé.

Justin